

Les installations sanitaires

L'autorité territoriale a des **obligations légales** en matière de vestiaires, sanitaires et douches pour **les agents publics** qu'elle emploie. Ces obligations relèvent du **Code du travail.**

1. Obligation générale de sécurité (Art. L4121-1 du Code du travail).

L'autorité territoriale doit **assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale** des agents

Cela inclut des locaux adaptés, propres, sûrs et confortables : « L'employeur met à la disposition des travailleurs les moyens d'assurer leur propreté individuelle, notamment des vestiaires, des lavabos, des cabinets d'aisance et, le cas échéant, des douches. » (Art. R4228-1 du Code du travail)

2. Vestiaires (Art. R4228-2 à R4228-7 du Code du travail)

Obligatoires dès que les agents portent une tenue de travail spécifique ou des équipements de protection individuelle (EPI).

Conditions:

- · Séparés pour les hommes et les femmes ;
- Le sol et les parois sont tels qu'ils permettent un nettoyage efficace ;
- Aérés, chauffés et maintenus en état de propreté ;
- Equipés de sièges et d'armoires individuelles fermant à clé (compartimentées si les vêtements de travail sont susceptibles d'être souillés);

Pour les agents qui ne sont pas obligés de porter des vêtements de travail spécifiques ou des équipements de protection individuelle, l'employeur peut mettre à leur disposition, en lieu et place de vestiaires collectifs, un meuble de rangement sécurisé, dédié à leurs effets personnels.

3. Sanitaires (Art. R4228-7 à R4228-12 du Code du travail)

Obligatoires dès le premier agent.

Conditions:

- Séparés hommes/femmes ;
- Nombre suffisant (minimum : 1 WC pour 10 femmes et 1 WC + urinoir pour 20 hommes, par étage si possible);
- Entretien régulier ;
- Lavabos avec eau potable (réglable), savon, dispositif de séchage (papier ou séchoir) : 1 lavabo pour 10 agents
- 4. Douches (Art. R4228-8 à R4228-9 du Code du travail)

Obligatoires si l'activité est insalubre ou salissante, par exemple :

- Agents de voirie, assainissement, traitement des déchets, ...
- · Agents techniques manipulant des produits chimiques ou souillés,
- Travailleurs exposés à la chaleur, poussière, boue, etc.



La liste de ces travaux ainsi que les conditions de mises à disposition des douches sont fixées par arrêté des ministres chargés du travail ou de l'agriculture et, en tant que de besoin, par le ministre chargé de la santé (Arrêté du 23 juillet 1947 fixant les conditions dans lesquelles les douches doivent être mises à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants).

Même si l'activité ne figure pas nommément dans l'arrêté, l'employeur doit évaluer les risques via le DUERP (document unique) et peut être tenu d'installer des douches s'il y a exposition à des nuisances nécessitant une décontamination ou un nettoyage corporel complet.

Conditions:

- Une douche pour 10 personnes concernées ;
- Séparées hommes/femmes (ou usage alterné encadré);
- Eau chaude et froide, hygiène assurée.

5. Accessibilité & entretien (Art. R4228-3, R4228-7, R4228-13 du Code du travail)

- Ces équipements doivent être facilement accessibles, fonctionnels, régulièrement nettoyés et entretenus.
- L'employeur doit également assurer leur conformité aux normes d'hygiène et de sécurité.

Synthèse:

Élément contrôlé	Référence réglementaire C. travail	Exigences minimales
Vestiaires	R 4778-7 à R 4778-7	Vestiaire séparé H/F ; armoires individuelles fermant à clé ; ventilation
Sanitaires – Nombre	R.4228-1 à R.4228-13	1 WC/10 femmes ; 1 WC + 1 urinoir/20 hommes
Sanitaires – Séparation H/F	R.4228-10	Sanitaires séparés H/F ou usage alterné
Lavabos et hygiène	R.4228-7 à R.4228-9	Eau potable, savon, séchage
Douches	R.4228-7 à R.4228-9	Obligatoires si travail salissant/insalubre
Accessibilité	L.4121-1	Facilement accessibles à tous les agents
Entretien / Nettoyage	R.4228-1	Entretien régulier et traçabilité
Eclairage & ventilation	R.4228-6	Suffisants, sûrs, hygiéniques

Création: 23/07/2025